

Boletín No Nos Vamos Nos Echan Marea Granate Montpellier

Abril 2013 – Junio 2014



Manifestación en abril de 2013

El domingo 7 de abril de 2013, un grupo de jóvenes exiliados, al calor de las campañas del movimiento “Juventud Sin Futuro / NO NOS VAMOS NOS ECHAN”, se manifestaron por primera vez en Montpellier contra el exilio de ciudadanos españoles por culpa de la crisis, la corrupción y las políticas de austeridad. De ese grupo surgiría posteriormente Marea Granate Montpellier, cuya asamblea se constituyó el 4 de marzo de 2014.





■ Les manifestants ont évoqué leur colère face à la casse des jeunes générations. PH. JEAN-MICHEL MART

200 jeunes Espagnols mobilisés face à la crise

Manifestation Ils ont signifié leur indignation, hier, face aux mesures d'austérité qui les touchent.

Hier la Grèce, aujourd'hui l'Espagne, demain la France ! » « Ce n'est pas une crise, c'est une arnaque ! » Et ils se sont retrouvés à près de deux cents, hier, pour manifester leur « indignation face aux mesures d'austérité imposées aux jeunes générations d'Espagne ». Si les ressortissants de la péninsule ibérique sont à l'origine de l'appel à la mobilisation, dans le cortège parti de la place Jaurès pour se rassembler au Peyrou, ils se sont retrouvés coude à coude avec des amis français et portugais, « dans la même galère », et aussi plus d'une cinquantaine d'ainés. Dont des « émigrés sous Franco », comme José qui « a fait tous les boulots ici pour survivre » et qui s'inquiète de voir aujourd'hui les enfants de son pays d'origine être « obligés de fuir à leur

Quant aux politiques économiques actuelles, dites de rigueur, « elles ne font qu'empirer la situation de la majorité de la population. Car, les seules mesures prises n'ont pour objectif que de maintenir les privilèges de certains au détriment de tous les autres. Et des générations futures. »

Avec calme et fermeté, les manifestants ont distribué leur manifeste, par lequel ils « exigent un système progressif dans lequel payent ceux qui ont le plus et qui polluent le plus ». Et une politique sociale à dimension européenne. L'appel est lancé à tous pour une « mobilisation massive ».

CAMILLE-SOLVEIG FOL
csfol@midilibre.com





www.youtube.com/watch?v=sA8NHLpNKcU

07.04.2013

QUE SE VAYAN ELLOS



2014

El 22 de marzo de 2014, Marea Granate volvió a salir a la calle para apoyar las Marchas de la Dignidad que ese día confluían en Madrid para pedir Pan, Techo y Trabajo. La manifestación partió de la Place Jean Jaurès y terminó ante el Consulado de España en la ciudad, donde se leyó el comunicado de las Marchas de la Dignidad en español y francés.



8 HERAULT Montpellier

Social. Rassemblement cet après-midi, place Jaurès, des jeunes Espagnols condamnés à émigrer faute de parvenir à trouver du travail dans leur pays.

Les exilés de l'austérité font de la résistance

« Ils forment la « marée grenat », couleur du passeport espagnol devenue couleur de l'exil. Ils sont ceux qui résistent à l'extérieur de leur pays, la lutte contre les raisons de la crise économique et sociale qui les a contraints à émigrer. Cet après-midi, ils se rassembleront à 15 heures place Jean Jaurès en soutien aux « marches de la dignité » parties de nombreuses villes d'Espagne pour converger, aujourd'hui, sur la capitale, Madrid.

Une manifestation contre la rigueur budgétaire, le paiement de la dette extérieure, la précarité sociale et les restrictions des services publics. Une politique d'austérité à dose intensive qui pousse, depuis quelques années, un nombre croissant d'Espagnols à s'expatrier faute de parvenir à trouver du travail dans leur pays.

Pablo, 28 ans, est de ceux-là.

Pablo, 28 ans, infirmier au CHU de Montpellier. Originaire de Cadix, en Andalousie, l'une des villes au taux de chômage le plus élevé (autour de 40 %), ce jeune infirmier a posé ses valises à Montpellier en septembre dernier. Après une année passée à Paris en 2009 dans le cadre du programme européen Erasmus, le jeune homme est rentré dans son pays pour y chercher du travail. « Mais là-bas la situation est insupportable. Il y a plus de 20 000 infirmiers au chômage et 5000 ont, comme moi, quitté le pays ces deux dernières années pour travailler en France, en Angleterre, en Allemagne », témoigne-t-il.



Professeur, infirmier, kiné... Luis, Pablo Alejo et Gonzalo ont traversé la frontière. (photo: MONTPELLIER-HERAULT)

Comme Pablo, titulaire de pas moins de quatre diplômes universitaires, la plupart de ces exilés forcés sont bacheliers de qualifications. « Mais rien n'y fait, c'est mission impossible pour décrocher un emploi. Et ma situation est loin d'être unique : chaque semaine, des centaines d'Espagnols débarquent dans toute l'Europe », rapporte-t-il. Malgré son taux de chômage de plus de 10 %, la France - et notamment notre région, frontalière de l'Espagne - constitue l'un des points de chute préférés de ces

trentenaires désenchantés. Ainsi, six mois après son arrivée, Pablo a déjà derrière lui un CDD de deux mois comme infirmier à Nîmes et le voilà aujourd'hui recruté comme stagiaire au CHU de Montpellier (période à l'issue de laquelle il a vocation à être titularisé). Mais sa vie, c'est en Espagne qu'il aurait aimé la construire. Et c'est en pensant à « ceux qui restent », famille, amis, que ces jeunes Espagnols de la « marée grenat » se rassembleront aujourd'hui

à Montpellier comme dans plusieurs villes d'Europe. « On de mande des élections anticipées. Ce gouvernement a été élu sur un programme politique qui n'est pas tenu. Et nous n'en sommes qu'à la mi-mandat... », déplore Pablo. Qui pointe la grande coupable : la politique d'austérité. « Il est important que nous soyons stables, pour que les gens mesurent ce qu'il se passe en Espagne et pour faire en sorte que la France et l'Europe ne prennent pas le même chemin. »

A.S.

En bref

Les postiers seront payés au forfait

La bataille a fini par payer. Après quatre jours de grève, les postiers de Montpellier (Rotschdet et Garosud) ont obtenu de leur direction la rétrocession par forfait, et non en heures supplémentaires, de la distribution des plus électoraux. Les syndicats CGT et FO réclamaient cette formule pour garantir une « équité » de traitement sur le territoire et assurer le paiement effectif de cette charge supplémentaire de travail. Avec cette sortie de crise, la direction assure que l'ensemble des plus électoraux seront distribués d'ici ce matin.

Colloque sur le thème de l'alimentation

Un colloque sur le thème : « L'exploitation des terres et des mers : pour quelle humanité ? » est organisé aujourd'hui de 9h à 17h, salle Guillaume de Nogaret, espace P'tit. L'alimentation est un droit universel. De la dérégulation des marchés agricoles et la spéculation sur les denrées alimentaires sont les faits qui deviennent une menace dans tous les pays.

Les plus touchés sont les familles de paysans et de pêcheurs, apparues par le manque de terres ou l'épuisement des ressources halieutiques. Le travail des ONG est aussi d'alerter l'opinion sur les dérives de nos systèmes économiques qui font que certains « mesurent de faim » pendant que d'autres « crévent de malbouffe ». Prix d'entrée : 5 euros (gratuit pour les étudiants).

A.S.

X2M20

Montpellier

Les Espagnols actifs pour la marche de la Dignité

Manifestation | Alors qu'un million de personnes marchent vers Madrid, un rassemblement est prévu aujourd'hui place Jaurès.

On ne doit pas laisser les élus faire ce qu'ils veulent. La crise en Espagne est la conséquence directe de choix d'économie libérale. Irene, Pablo et Alejo croisent leur regard. Tous trois, jeunes diplômés, sont Espagnols et exilés à Montpellier depuis une paire d'années pour bosser et survivre.

Éprouant la réalité européenne, avec une certaine d'autres actifs, le trio relaie le mouvement espagnol sur le Clapas. Et appelle au rassemblement pacifique cet après-midi, place Jean-Jaurès, à 15 h, l'heure où « les six marches lancées dans tout le pays et partie depuis un mois, convergeront sur la capitale » madrilène. Et d'une voix, ils précisent : « Cette marche de la Dignité est la nôtre et la vôtre. Citoyenne. Nous demandons le respect de la Constitution ; donc les droits de base de chacun. »

« Demain, ce sera la même chose ici » Pablo

Avec un taux de chômage de 26 % et une politique de restriction qui se durcit au bénéfice de la sacro-sainte économie, les conditions de vie en Espagne ne font qu'empirer. Et demain, ce sera la même chose ici », préface Pablo. Persuadé que, dans l'expérience de crise, « l'Espagne à trois, quatre ans d'avance sur la France ». Alejo parle des coupes racées dans les hôpitaux de France, dont le CHRU de Montpellier. « Les dégratations du service public, des conditions de travail et des conditions de vie... On a déjà vécu ça en Espagne. » Irene parle de l'Éducation nationale qui se délite, de la culture traitée par dessus la jambe, de la délinquance matée à coup de mâtresse. La bas comme ici, « nous ne sommes que le reflet de cette Europe qui ne marche pas ». Et Alejo s'indigne aussi des « dernières dispositions » de son pays pour les



Pablo, Irene et Alejo se définissent comme des citoyens progressistes.

élections européennes. « Notre gouvernement vient de compliquer les inscriptions pour les émigrés. Alors à nous de nous mobiliser pour augmenter la participation. » Une campagne citoyenne qui passe par les réseaux sociaux. « Nous n'avons pas la prétention de dire pour qui voter mais il faut voter ! » D'autant plus nombreux qu'en ces temps troubles, « l'extrême droite prend du poil de la bête, naturellement », rappelle Irene qui évoque la remise en question de l'IVG, « un cadeau fait aux extrémistes et une façon aussi de polariser l'attention du peuple afin de passer des lois qui protègent toujours plus ceux qui ont le pouvoir ». Sourire. Pablo souligne : « Notre mouvement n'est ni celui des anarchistes ni celui de l'extrême gauche. Il est celui de citoyens progressistes. » Clin d'œil : « Le gouvernement espagnol fait tout pour criminaliser nos actions ; c'est bien la preuve qu'ils ont peur, non ? Et donc que nous sommes sur le bon chemin. »

CAMILLE-SOLVEIG FOL
cfol@mdlfr.com

En écho à Madrid

Ce 22 mars, plus d'un million de « marcheurs pour la dignité » sont attendus à Madrid. Inédit, ce rassemblement sera la convergence des manifestations lancées contre la politique d'austérité et les restrictions des libertés (dont la nouvelle loi qui restreint les manifestations) menée par le gouvernement Rajoy. Rallée sur tout le pays par des syndicats de gauche et de paysans, des associations citoyennes, des collectifs et assemblées populaires, des salariés, des travailleurs licenciés... cette manifestation a pour but d'entraîner « la gauche qui trahit les peuples » à mener une politique « digne, donc fraternelle, égalitaire et sociale » et d'obtenir des élus qu'ils ne soient plus « au service du capitalisme ». À Montpellier, cet après-midi, à 15 h, une mobilisation pacifique est prévue place Jean-Jaurès. Le cortège se rendra au consulat d'Espagne, rue Marceau.



Les exilés espagnols défilent pour la dignité

Mouvement Ils manifestent contre l'austérité.



La marche de la "Marea granate" a rassemblé environ 70 personnes hier.

Photo JEAN-MICHEL MART

Une petite marche en écho au rassemblement monstre organisé à Madrid. Environ soixante-dix personnes, dont une majorité d'exilés espagnols, se sont rassemblées hier sur la place Jean-Jaurès avant de se rendre devant le consulat d'Espagne. Une marche « pour la dignité » pour reproduire le slogan repris dans tous le pays. À l'extérieur, les émigrés qui s'estiment eux aussi victimes de la politique d'austérité conduite par Mariano Rajoy ont baptisé leur propre mouvement « Marea granate », la marée grenat, en référence à la couleur de leur passeport. « On demande la dignité des êtres humains d'abord, un

autre type de politique », explique Alejo. « Il faut dire aux Français ce qui se passe en Espagne, on a trois ou quatre ans d'avance », assure Pablo, persuadé que les difficultés de logement, de travail, d'accès à la santé finiront pas toucher de la même manière les Français. « Il ne faut pas rester franco-français mais se montrer solidaire. Il y a beaucoup de retours en arrière sur les acquis sociaux. On l'a vu avec le droit à l'avortement », reprend l'ami français d'Ana, une Espagnole venue des Canaries. Pour le moment, le jeune couple a reporté tout projet d'installation de l'autre côté des Pyrénées.

GUY TRUBUIL

gtrubuil@midilibre.com

Social. Jeunes diplômés espagnols contraints d'émigrer en France pour trouver un travail décent, ils ont défilé hier à Montpellier, en écho à la marche de Madrid.

Venue d'Espagne, une « marée grenat » née de l'austérité

■ Au moment où, hier, leurs compatriotes défilaient à Madrid aux cris de « Ni chômage, ni exil, ni précarité. Des marches, des marches pour la dignité », des Espagnols de la « marea granate » se sont rassemblés en début d'après-midi place Jean Jaurès à Montpellier, avant de marcher vers le consulat d'Espagne, rue Marceau. Comme leurs compatriotes, eux, les exilés - « la marée grenat », de la couleur de leur passeport -, ils ont protesté contre les politiques d'austérité menées par les gouvernements Zapatero, et, depuis novembre 2011, Mariano Rajoy en Espagne. Ils en sont les victimes. « Nous sommes portés parce qu'on ne trouvait pas de travail », explique Maria, 32 ans, en France depuis 2007. Un travail décent, parce que « travailler en Espagne, c'est faire beaucoup d'heures pour peu d'argent... », précise-t-elle. Kiné à Barcelone, on lui a proposé de bosser trois mois gratuitement, avant peut-être d'être embauchée sur des remplacements... Ingénieur en mécanique, Alejandro, 33 ans, travaillait « sans contrat, de 18h à minuit par téléphone, pour des sondages politiques. J'étais payé 6 euros de l'heure... ». Aujourd'hui, Maria exerce son métier. Alejandro a trouvé un emploi dans un bureau d'études, à Nîmes. Dans le cortège qui a commencé à avancer, sous le ciel gris et la pluie fine, Pablo Molanes confirme : « En Espagne, la situation est tellement désespérante que les gens acceptent n'importe quoi... ». Jusqu'au jour où ils ont estimé que leur seule issue est l'exil... Selon les chiffres officiels,



Près de 70 personnes, émigrés espagnols et manifestants, ont défilé hier à Montpellier. PHOTO G. MANUEL

22 000 Espagnols auraient déjà émigré. « Une autre estimation évalue à 700 000 le nombre d'Espagnols à avoir quitté le pays depuis 2011... », cite Pablo Molanes.

« En France, je n'ai pas peur du lendemain »

« Cela me peine d'être loin de mon pays, mais depuis que je suis en France, j'éprouve une tranquillité totale. Je n'ai pas peur du lendemain », déclare Luis, 37 ans. Professeur d'anglais depuis 2004 en Espagne, il a vu la situation se dégrader. Les formations d'adultes

financées par l'État, où il intervenait, ont vu leurs moyens diminuer, en 2010, de plus de la moitié... « Plein de gens ont été virés... Cela n'a pas cessé », assure-t-il. Juste avant de quitter son pays, il enseignait pour quatre structures à la fois, à Valencia : collèges, lycées, prison, pour un salaire de 1000 euros... Arrivé en France fin 2013, il enseigne désormais l'espagnol au lycée Joseph Vallot, à Lodève. Avant d'affronter la crise financière mondiale doublée d'une crise immobilière et d'énormes dettes, l'Espagne n'a pas opéré les

bons choix politiques, dit-il. Les coupes budgétaires dans la santé, l'éducation... ont rendu la société plus fragile encore. Le chômage atteint 26% en Espagne, touchant un jeune actif sur deux... L'austérité saigne le pays. « C'est triste de voir la matière grise de l'Espagne émigrer... », commente Denis Llorca, retraité de père espagnol vivant à Jacou. « Je ne pense pas que la situation de l'Espagne va changer en quelques années. C'est chronique », pense Pablo. L'exil risque de durer.

CATHERINE VINETREXER

Salon, Aménagement intérieur, extérieur, maisons bois.



Concentración contra Reforma Ley Aborto

El 8 de marzo de 2014, día de la mujer trabajadora, el colectivo Marea Granate-Montpellier mostró su rechazo a la reforma de la ley del aborto propuesta por el actual Gobierno y su Ministro de Justicia, Alberto Ruiz-Gallardón.



Informando sobre el Voto rogado

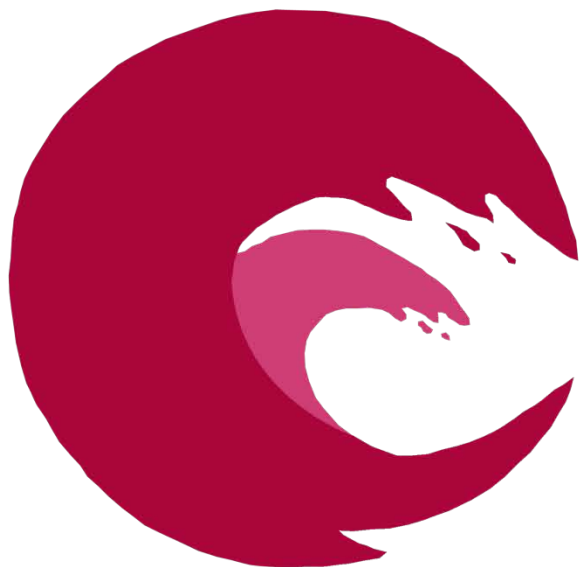
A través de redes sociales y actos en las calles, como este celebrado en la Place de la Comedie de Montpellier, Marea Granate informó a los ciudadanos españoles residentes en la región sobre cómo rogar el voto en las Elecciones Europeas del 25 de mayo de 2014. El procedimiento del “Voto rogado”, aprobado por los partidos PP y PSOE, dificultó e impidió el derecho de voto a cerca de un millón y medio de electores españoles residentes en el extranjero.



Concentración referéndum Monarquía / República

El 2 de junio de 2014, con motivo de la abdicación del rey de España Juan Carlos I, Marea Granate-Montpellier se pronunció en la Place de la Comedie de Montpellier a favor de la celebración de un Referéndum para elegir entre Monarquía o República como formas de Estado en España.





MAREA GRANATE

